

L'actualité internationale nous a conduit à réaliser ce numéro, un peu particulier, qui appelle à se mobiliser contre la guerre en Irak. Nous rendons compte aussi du Forum social européen qui s'est tenu à Florence en novembre dernier, du Forum social mondial réuni au Brésil fin janvier et où la mobilisation contre la guerre a occupé une place importante. Notre organisation syndicale, adhérente à la FSU, a pour vocation la défense des agents du Ministère. Mais ses préoccupations ne s'arrêtent pas aux frontières de notre administration. Le SNU veut être solidaire de tous ceux qui refusent un ordre mondial basé sur la violence économique et militaire, sur l'exploitation, tel que les Etats Unis veulent l'imposer partout.

NON A LA GUERRE CONTRE L'IRAK !

S'il n'y avait pas dans quelques jours la mort programmée de plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'Irakiens, on pourrait presque se réjouir que les masques tombent enfin.

Il ne se trouve plus grand monde pour croire à la fable du bien et du mal version Bush. Les véritables raisons de cette guerre apparaissent au grand jour : faire tomber le régime du dictateur Irakien, que les USA, et d'autres comme la France et l'Allemagne, ont mis au pouvoir et surarmé. Non pas pour instaurer la démocratie, mais pour contrôler la région du Golfe Persique qui concentre plus des 2/3 des réserves mondiales de pétrole et imposer l'hégémonie US dans la région. Après l'Irak, ce sera le tour d'autres pays.

Le gouvernement Bush, soit disant premier défenseur du droit international, agit en réalité en véritable hors la loi, lui qui a dénoncé le protocole de Kyoto sur

les effets de serre, n'a pas signé le traité sur les mines antipersonnel, le protocole sur les armes biologiques, le traité sur l'interdiction totale sur les armes nucléaires. On comprend mieux aujourd'hui pourquoi les dirigeants américains refusent de signer le traité instituant la Cour pénale internationale accepté par 85 pays : ils pourraient bien un jour en devenir les accusés.

Les Etats Unis veulent mettre hors jeu les institutions internationales mises en place pour régler par le droit et la paix les problèmes de la planète. Et le vrai danger aujourd'hui ce n'est pas d'abord l'Irak mais plutôt l'hyperpuissance américaine qui apparaît de plus en plus comme un facteur de désordre mondial : politique, militaire et économique.

Des centaines de millions d'hommes et de femmes, des forces sociales, politiques, religieuses, intellectuelles, disent non à cette guerre barbare.

Une majorité de pays refuse de céder au diktat de l'Empire.

Nous voulons que le peuple Irakien, et beaucoup d'autres soient libérés de la dictature, mais pas au prix de massacres.

Nous demandons au gouvernement français de continuer à s'opposer fermement à la guerre et de refuser toute collaboration avec Bush et ses acolytes, y compris le survol de notre territoire pour aller bombarder l'Irak.

S'il reste un espoir, pour aujourd'hui et demain, c'est bien l'opposition massive de nombreux peuples à la guerre, et en premier lieu celle d'une partie importante du peuple américain.

Il faut agir encore plus fort pour empêcher cette folie meurtrière, cette barbarie programmée. Pour un nouvel ordre mondial.

Le SNU vous appelle à participer dans les jours qui viennent aux initiatives organisées partout sur le territoire national.

FORUM SOCIAL EUROPEEN

Una altra Europa è possibile !!

Le 1^{er} Forum Social Européen, qui s'est tenu à Florence du 6 au 10 novembre 2002, a connu un succès inattendu des organisateurs eux-mêmes : 60.000 participants, plus de 250 ateliers, conférences, séminaires, une manifestation monstre contre la guerre en Irak rassemblant près de 800.000 personnes...

Un train français avait été spécialement affrété et a pu passer la frontière sans incident, malgré un comité d'accueil de plusieurs brigades de CRS et de carabinieri italiens : 700 camarades, principalement de la FSU, du

Groupe des 10, de la CGT, d'AC et de l'APEIS, du DAL, d'ATTAC, des jeunes du collectif Vamos, et... 9 camarades du SNU-TEFI, qui vous rendent compte de leur expérience.

Une campagne hystérique de la presse de Berlusconi et de son gouvernement nous avait pourtant désignés comme des hordes de barbares irresponsables et violents. Un article à la une d'un des principaux quotidiens italiens, rédigé par Oriana Fallaci, avait appelé les florentins « à résister aux anti-mondialistes comme ils l'avaient fait contre les nazis en 44 »...

Malgré cela, la lecture des journaux le 11 au matin était édifiante : « du jamais vu » titraient les quotidiens et la TV de Berlusconi, obligée de reconnaître l'immense succès du forum et de la manif. La question des violences, seule importante pour eux jusque là, était évacuée et les médias italiens obligés de réfléchir sur le fond à la nature de cette vague. Stupeur des participants en regardant la TV française : « 400 000 personnes et semble-t-il pas de violences ». Quelques secondes d'images. De qui se moque-t-on ?

Au jour le jour

3 camarades du SNU-TEF (1 DDTEFP Paris et 2 DGEFP) **et 6 du SNU-ANPE**, ont pris part à ces échanges, qui se déroulaient dans la Fortezza du Basso en plein cœur de Florence : impossible de rendre compte de la richesse et de la diversité des débats, qui ont amené des délégations de l'Europe entière et d'au-delà. Nous vous livrons un mélange d'impressions à chaud, les premières tentatives d'analyses et d'enseignements, l'état des perspectives puisque le prochain Forum Européen aura lieu en France, à Paris et Saint-Denis, en novembre 2003

Judi 7 : début du Forum. Premières conférences dans le grand amphi du centre de conférence : sécurité alimentaire (entre autres José Bové), alternatives à la globalisation libérale. Les amphis sont archi-pleins, l'ambiance très studieuse et participative. Des exposés synthétiques, chiffrés, sont suivis de nombreuses prises de parole. Chaque débat doit mobiliser à la

tribune des représentants des mouvements sociaux de différents pays, et des représentants de la CES voire des courants institutionnels (PS européens, démocrates chrétiens italiens) sont invités à chaque grand meeting.

Les finalités des Forum

Faire reculer l'encadrement des politiques par l'idéologie libérale, et bâtir des alternatives globales

Analyse critique des politiques des institutions internationales OMC, FMI, BM, G8, placer les décideurs sur la défensive,

Créer une articulation entre l'Europe et le reste du monde dans la lutte contre la mondialisation libérale,

Créer les instruments d'une Europe réellement démocratique, des mécanismes et des lieux d'exercice de la citoyenneté,

Construire des nouveaux droits sociaux, les harmoniser par le haut, pour les insérer dans la future constitution européenne, élaborer des politiques centrées sur le plein emploi....

L'après-midi : débat sur les conflits dans les Balkans (avec des camarades turcs, chypriotes,

bosniaques, serbes et croates), sur la situation économique de l'Amérique latine, puis sur les luttes syndicales avec, entre autres intervenants, SUD, les COBAS, les TUC cheminots britanniques, les CO espagnols. Tous les orateurs soulignent la nécessité de favoriser la convergence des luttes syndicales en Europe et d'accentuer le lien avec les luttes des différents mouvements sociaux.

Vendredi 8 : très intéressant débat sur les PECO (Europe centrale) et les dégâts du libéralisme avec des intervenants de divers pays, dont A.Buzgalin, universitaire russe qui souligne à quel point l'économie de la criminalité est entrée en convergence avec les logiques ultra-libérales. ATTAC Hongrie décrit l'évolution encore fragile des opinions publiques vers des alternatives au libéralisme.

Un début de coordination européenne se met en place pour exiger la prise en compte des services publics dans la prochaine

Convention. Y.Salesse, pour la Fondation Copernic, souligne la nécessité d'inscrire explicitement dans le cadre juridique européen la notion de service public. La défense des services publics, la non marchandisation de secteurs entiers de l'économie constituent un thème très fort du Forum.

Le grand débat « mouvements sociaux et partis politiques » est particulièrement suivi. B. Cassen (ATTAC) et O.Besancenot (LCR) soulignent la nécessité d'une articulation des rôles respectifs de ces deux types d'acteurs en

maintenant leur spécificité et indépendance. L'un estimant au travers d'ATTAC que les mouvements sociaux doivent intervenir en amont des partis afin d'éclairer l'offre politique, leur force provenant de leur indépendance. L'autre regrettant que les partis aient souvent par le passé instrumentalisés les mouvements sociaux en conduisant des politiques souvent anti-sociales et estimant que le débat politique ne se situait pas entre mouvement social et partis, mais entre gauche sociale/libérale et gauche anti-

capitaliste. F.Bertinoni (SG de Rifondazione Comunista) dans un discours d'un très grand lyrisme défend l'idée d'une convergence entre partis et mouvements sociaux afin de reconquérir l'espace politique autant que le quotidien. Les interventions des représentants du PS belge, et de la démocratie chrétienne italienne à côté, sont beaucoup plus en retrait.

La manifestation du samedi 9 novembre ...

Les délégations étrangères débutent la manif derrière un service d'ordre de tête composé de camarades italiens de la CGIL et des COBAS, des délégations de la FIAT et de la municipalité de Florence. Les cortèges britannique et grec sont massifs, plutôt jeunes et très radicaux. Quelques délégations venant de différents ex-pays de l'est (Pologne, Hongrie, Russie) se taillent un franc succès à l'applaudimètre...S'intercalent les camarades paysans de Via Campésina et le cortège des No Vox (avec les camarades du DAL, d'AC de l'APEIS). Le

cortège français est composé de 3 à 4000 personnes (FSU/SUD/CGT/PCF/LCR/Socialisme par en bas). Le cortège international d'ATTAC suit, très dynamique et rythmé par percussions et tambours. Au total, les cortèges étrangers représentaient entre 30 et 40 000 personnes. Vers 15 H, arrivée au stade et 4 heures de rêve éveillé à regarder passer les cortèges italiens dans une extraordinaire ambiance, COBAS enseignants et métallurgie, CUB (coordination secteur industriel), puis les étudiants, les centres sociaux, les Disobéanci, les

chrétiens de gauche, les féministes, l'ARCI (secteurs culturels), le PC Cossuta, la gauche du syndicat UIL, quelques flics en uniforme (beaucoup de succès) et les deux mastodontes CGIL et Rifondazione Comunista (au moins 100.000 chacun). Absence du centre-gauche (DS, coalition de l'Olivier) et apparition très faible du courant libertaire. Un accueil exaltant des habitants des quartiers populaires...A 19 heures la queue de manif avec une grosse partie de Rifondazione n'était toujours pas partie.

Dimanche 10 : AG de bilan des mouvements sociaux :(5000 personnes)

Dans une ambiance extrêmement euphorique adoptant deux appels, l'un contre la guerre, l'autre sur les résistances sociales et la lutte contre l'Europe libérale.... « Nous nous sommes rassemblés à Florence pour exprimer notre opposition à une Europe néolibérale au service des grandes entreprises. La loi du marché conduit à une remise en cause permanente des conditions de travail et des droits des salariés, à l'accroissement des inégalités sociales, à l'oppression des femmes et des minorités, à l'exclusion sociale des chômeurs et des immigrés. La loi du marché est à la base de la dégradation de l'environnement, des privatisations et de la précarité sociale. Elle conduit les pays les plus puissants à dominer les économies des pays moins développés en leur déniaient leur droit à l'autodétermination. Ce modèle une fois de plus conduit à la guerre...nous nous engageons ici à élargir nos alliances contre le néolibéralisme, la guerre, le racisme, le patriarcat, pour les droits et pour une autre Europe ».....

Un calendrier précis

15 décembre 2002: réunion à Copenhague contre la guerre.
15 février 2003 : grandes manifestations pour la paix.
janvier 2003 : Porto Alegre contrepoids à Davos.
mars 2003 mobilisation à Bruxelles contre le Livre vert.
juin 2003 : Evian G8.
juin 2003 : Thessalonique.
novembre 2003 : Paris St Denis.

Porto Alegre : Forum Social mondial

D'autres mondes sont possibles ! !

Il était une fois, Davos en Suisse, gîte de neige, classé 10 épis, pour les puissants de la planète. On s'y gave de caviar au coin du feu entre PDG, banquiers et ministres au frais de la populace. Les gueux ont bien tenté de l'assaillir mais le pays du gruyère sans trou a mobilisé jusqu'aux gardes suisse du Pape. D'où l'idée d'une réunion concurrente. Là, heureusement que Porto Alegre s'est portée volontaire sinon c'était une station de ski familiale dans le Jura. Vous imaginez Lula, le nouveau président brésilien, haranguant les foules de la patinoire intercommunale des Rousses ! Ce fut donc le Brésil en 2001, tant pis pour le vin chaud, tant mieux pour la cuchaça !

Pourquoi Porto Alegre ? car depuis son arrivée au pouvoir à la municipalité, le parti des travailleurs (organisation originale regroupant des communautés ecclésiales,

l'équivalent de la CGT en France et d'autres formations dont le mouvement des sans terre et les trotskistes de la IVème internationale) expérimente le fameux budget participatif. Quoi qu'est-ce ? la vendeuse de rue donne son avis sur une partie des dépenses : cette année je préfère la réfection du toit de l'école plutôt qu'une bretelle d'autoroute : ça vous change la vie, ça !

Le forum social mondial a rassemblé 10 000 personnes en 2001, 50 000 en 2002 et 100 000 en 2003. S'y rencontrent pour causer, voire plus si affinité : humanitaires américains (puisqu'on vous dit qu'y en a), syndicats argentins, féministes écossaises, écologistes espagnols, journalistes italiens, municipalités canadiennes, représentants officiels de partis politiques français et même quelques repris de justice (José

Bové). On vient pour un atelier sur la gestion de l'eau qu'on ne trouve jamais, on se crée un réseau de relations chez les chauffeurs de taxi enchantés de l'aubaine économique et on finit dans un meeting en portugais sur l'éducation alternative.

Le Forum social mondial, c'est aussi des forum sociaux continentaux (un million de personnes dans les rues de Florence contre la guerre en Irak), nationaux et locaux (il paraît qu'il y en a un dans le Limousin). Rendez-vous au prochain forum social européen à Saint-Denis du 12 au 15 novembre 2003.

Mais les gueux ont aussi leurs gueux car les africains, les asiatiques et les slaves sont rares (personne n'est fou de leur payer un billet d'avion ?), du coup l'an prochain ce sera en Inde !

Fonction publique

COMMUNIQUÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES (CGT, FO, UNSA, FSU, CFTC, CGC)

Les organisations syndicales de la Fonction publique réunies le 10 mars 2003 font le constat que dans le débat sur les retraites, si les fonctionnaires ne font pas l'objet de discussions spécifiques, ils sont par contre au centre de multiples déclarations gouvernementales. Ces dernières s'inscrivent dans une logique de régressions visant l'ensemble des salariés tant du secteur public que du privé.

Dans une déclaration commune en date du 7 janvier, nos organisations syndicales se sont accordées sur des exigences prioritaires pour consolider et améliorer le système de retraite par répartition.

Les organisations syndicales de la Fonction publique constatent que le gouvernement n'y répond pas, notamment sur le taux de remplacement et l'âge de départ à la retraite. En revanche il fait de la baisse des retraites, de l'allongement de la durée de cotisations – d'abord pour les fonctionnaires – et de la remise en cause du Code des Pensions, les axes essentiels de sa réforme.

Les organisations syndicales de la Fonction publique refusent cette logique et réclament de réelles négociations avec le gouvernement visant à améliorer les régimes de retraites des agents.

À cela s'ajoutent le refus de répondre à notre demande d'ouverture de négociations salariales et les menaces sur l'emploi et les services publics.

Face à ce constat, les organisations de la Fonction publique considèrent que l'intervention des personnels est nécessaire.

Alors que le gouvernement tente d'opposer le public au privé, elles se prononcent pour une initiative interprofessionnelle sur les retraites et les pensions début avril dont elles souhaitent que la date et les modalités soient déterminées le 17 mars lors de la réunion des organisations signataires de l'appel du 7 janvier 2003.

Les organisations syndicales de la Fonction publique détermineront les formes de l'action qu'elles entendent mettre en œuvre.